

L'ÉDITO

Béatrice Delvaux

ÉDITORIALISTE EN CHEF

LA FLEXIBILITÉ ? OUI, MAIS PAS COMME ÇA

Un budget bouclé et un troisième grand chantier de réforme lancé : ce n'est vraiment pas rien. Et pourtant... on s'interroge. Comment le gouvernement Michel fait-il pour que l'avancée constante qui est la sienne donne,

à chaque étape, une impression de punition plus que d'évolution. On pourrait rejeter, tout dénigrer, mais c'est trop simple, car on le sait : il faut réformer. Mais bon sang, n'y aurait-il pas moyen de s'y prendre autrement ? Deux vices de forme, devenus des vices de fond, empêchent cette action réformatrice, impérative, de provoquer une remobilisation sociétale.

Premier vice : l'équité dans les mesures. Depuis ses débuts, le gouvernement fédéral est accusé de ne pas faire porter/financer les efforts par ceux qui peuvent

contribuer davantage. C'était vrai pour le tax shift, ce l'est encore pour le budget. La taxe Caïman ? Elle ne doit la vie qu'aux « Leaks », son approfondissement aux

« Panama Papers ». Faut-il vraiment des journalistes pour que la politique découvre l'impact de la fraude fiscale ? Allez !

Second vice : la finalité dans les mesures. La flexibilité ? Mais oui, bien sûr, il faut adapter le monde du travail aux nouveaux défis induits souvent d'ailleurs par le consommateur/travailleur.

L'accouchement d'une nouvelle société demande un nouveau cadre

Les projets « Macron » - un socialiste - relèvent du même objectif. La semaine de 38 h a vécu sur le terrain souvent, sa déclinaison par jour aussi. Mais les grands projets d'adaptation du gouvernement Michel manquent d'une perspective pour le nouveau « destin » de ce travailleur qu'on projetterait dans un monde qui change, mais sans qu'il y soit désormais seul, atomisé et donc fatalement destiné à une nouvelle forme d'exploitation. Le tax shift a raté sa dimension « mobilité » et « réduction des inégalités », la

réforme des Pensions a raté, en la reportant, sa partie « gestion des fins de carrière » et pour la flexibilité, on refait le coup de l'incomplet : être flexible, oui, mais comment concilier l'intérêt du travailleur, la combinaison avec la vie privée ?

Ce chantier « flexibilité » est essentiel dans une économie disruptive, ubérisée, mais le discours et le dispositif qui le promeuvent aujourd'hui, sont

bâclés. Et que dire du timing - lier son annonce au budget -, comme si des réformes, ce sont des efforts, pas des perspectives.

On a mobilisé des générations sur l'idée du « pacte et progrès social ». Aujourd'hui, les jeunes, qui vivent déjà pour beaucoup cette flexibilité - sans contrat, horaires, en colocation, avec plusieurs jobs -, ont besoin d'un nouveau récit/projet qui les empêche de penser que leur futur se résume à être « Debout dans la nuit ».

Réformer ? Pas facile, mais l'accouchement d'une nouvelle société demande un nouveau cadre. Le discours de « redresseurs de torts du passé », « des fourmis contre les cigales », ne suffira pas à le définir. Il va falloir faire rêver. Eh ! oui...